

Burundi : Le parti présidentiel invite les eurodéputés à Bujumbura

RFI, 21-09-2014 Burundi : le parti au pouvoir se défend face aux accusations de l'UE Le Parlement européen s'est longuement penché, jeudi 18 septembre, sur le cas du Burundi, et a sorti une résolution très ferme qui exige du gouvernement une libération immédiate du plus célèbre défenseur des droits de l'homme de ce pays, Pierre-Claver Mbonimpa. Ce dernier a été arrêté puis écroué en mai pour avoir dénoncé des entraînements paramilitaires qu'il soupçonne la jeunesse du parti au pouvoir dans l'est de la RDC. À

Le parti au pouvoir s'est chargé de répondre vendredi aux eurodéputés malgré des menaces de sanctions contre ses cadres par l'Union européenne, premier pourvoyeur d'aide de ce pays classé parmi les cinq plus pauvres du monde. Le président du parti Cndd-FDD au pouvoir au Burundi est apparu droit dans ses bottes. Le Parlement européen demande une libération immédiate et inconditionnelle du vieux défenseur des droits de l'Homme, aujourd'hui en lit d'hôpital ? Pascal Nyabenda dénonce une tentative inacceptable en démocratie, d'influencer la justice : « La résolution qui n'a pas été bien accueillie par le parti Cndd-FDD d'autant plus que nous considérons effectivement fait de réagir ainsi pour le Parlement européen, c'est s'ingérer dans les affaires de la justice. » Dans sa longue résolution sur le Burundi adoptée il y a trois jours, le Parlement de Strasbourg appelle également le gouvernement burundais à ouvrir l'espace politique, à mettre fin au harcèlement des militants de la société civile et des médias indépendants. Surtout, il exige que le pouvoir burundais mette un holà aux exactions commises par la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les fameux « Imbonerakure ». Les eurodéputés invitent à Bujumbura Ce qui a le don d'irriter Pascal Nyabenda, pour qui les choses se sont nettement améliorées depuis plusieurs mois. « Ce que nous n'acceptons pas, c'est qu'on fasse comme si il n'y avait pas eu de révolution, critique-t-il. C'est ce qui se passe en septembre comme elles étaient au mois de janvier. C'est ça que nous n'acceptons pas ! » Le Parlement européen agit, aujourd'hui, la possibilité de sanctions si la situation ne s'améliore pas au Burundi. Le parti au pouvoir estime que les eurodéputés ont été induits en erreur et les invite donc à faire le voyage à Bujumbura, pour se rendre compte par eux-mêmes que tout est en train de changer.